

FEMME RURALE À SKIKDA

Des équipements au profit des apicultrices

La direction des services agricoles a organisé, en collaboration avec la direction de la petite et moyenne entreprise et l'artisanat, ainsi que l'Association de promotion de la femme rurale de Skikda, une journée de sensibilisation et d'information à la salle Aïssat Idir. Cette manifestation intervient dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la femme rurale.

Etaient présents également les représentants de la Chambre de l'artisanat et des métiers, la Chambre de l'agriculture, la formation professionnelle, l'Angem, l'association Hayet des sages-femmes de la wilaya de Skikda et deux élues de l'APW.

Le hall de la salle a été réservé à des expositions dans les domaines de l'élevage apicole, les habits et les plats traditionnels, la couture, l'agriculture vivrière, les jardins potagers. Hormis M<sup>me</sup> Belaâchia, bénéficiaire d'un prêt Angem pour un atelier de couture à El-Hadaiek, tous les autres sont des adhérents de l'association de promotion de la femme rurale. «Outre les différents projets dont votre journal en a fait l'écho, il est prévu une donation de 8 ruches au profit de 4 femmes apicultrices, à raison de deux chacune, de la part des coopératives apicoles de la famille Kentas et celles implantées dans la région de Collo», indique Bouacida Souad, présidente de l'association.

Selon les statistiques fournies par la direction des services agricoles de la wilaya de Skikda, le nombre d'actions lancées dans le cadre du Programme de proximité de développement rural intégré (PPDRI) est de l'ordre de 282 projets (69 à Collo, 62 à Azzaba, 43 à Tamalous, 97 à El-Harrouch et 11 à El-Hadaiek). Le montant dégagé est de l'ordre de 51 287 000 DA, dont 18 565 000 DA au profit de la commune d'El-Harrouch.

Dans le cadre de l'exécution du contrat de performance, financé par le FDRMTVC (le Fonds de développement rural et de mise en valeur des terres par concession), une enveloppe financière estimée à 60 millions de DA a été allouée, dont 59 891 000 DA dégagés. La somme totale octroyée est de 59 491 000 DA. En ont bénéficié 282 porteurs de 335 projets dans 5 filières, qui sont, dans l'ordre décroissant, l'apiculture, l'élevage ovin, l'élevage bovin, l'élevage caprin, les arbres fruitiers et la production oléicole. La première citée a nécessité un coût de 17 493 000 DA pour 112 porteurs de 147 projets.

La deuxième partie de la journée a été consacrée aux communications, qui ont été présentées en langue française, ce qui a été un handicap de taille pour des femmes issues du monde rural.

Dans son intervention, le directeur des PME a insisté sur l'impérieuse nécessité de trouver – il ne dit pas de quelle manière – une méthode appropriée pour développer les activités ancestrales toujours en vigueur dans nos contrées rurales. «Où sont nos marmites en poterie, nos cruches, ces ustensiles qui ont fait notre jeunesse, et qui sont toujours en usage dans le monde rural?» Et d'enchaîner, interrogatif : «Pourquoi pas un Label Stora pour la fraise, un Label Collo, pour gratlia, un aliment très prisé sur tout le territoire national. Et pourquoi une fête des rustiques, amandes, noix et châtaignes,

fruits très cultivés dans le massif de Collo?» Pour sa part, le directeur de l'Angem, Karim Draoui, a invité l'association à signer une convention avec sa direction en vue de permettre aux femmes rurales de bénéficier des avantages offerts par son dispositif, et ce, en appoint des actions déjà concrétisées par l'agence.

La présidente de l'association des sages-femmes a mis en exergue, quant à elle, l'état de déliquescence dans lequel se trouvent les infrastructures sanitaires dans les régions déshéritées. Un fait qui a engendré, de l'avis de la communicante, un recul dans la prise en charge médicale de la femme rurale, qui serait dû, entre autres, à l'inaccessibilité de quelques demeures, le déficit en termes d'équipements médicaux et d'encadrement compétent.

Pour y pallier, l'association a, selon le bilan succinctement présenté à l'assistance, initié un plan d'action dont le grand axe s'est articulé autour d'un programme de périnatalité, notamment 1 mois de recyclage qui a touché 60 sages-femmes et 20 généralistes.

En clôture, des attestations de qualification, avalisées par l'Office national d'alphabetisation, ont été attribuées à 28 sur 180 femmes ayant suivi des cours d'alphabetisation, au niveau de la mechta de Mezdour, commune de Zerdezas, dans le cadre du projet de partenariat entre l'Association de promotion de la femme rurale et le projet-pilote PPDAMOSS (projet-pilote de développement de l'agriculture de montagne de Oued Safsaf) de Harrouch. D'autres, signées par la Chambre de l'artisanat et des métiers, ont été remises à 7

des 19 femmes formées dans le domaine de la tapisserie à Tamalous, Kerkera et Bine-El-Ouidène, entrant dans le cadre du projet d'appui aux associations algériennes de développement ONGII, financé par l'Union européenne et intitulé «Contribution à l'allègement de la pauvreté en zone rurale à travers le développement des activités génératrices de revenus au profit des ménages les plus démunis». Aussi, il y a eu l'octroi d'équipements, semences et pulvérisateurs au profit de trois agricultrices, acquis à la faveur de dons financiers octroyés par des entreprises de Skikda, Sahlaït et Saplait, selon Bouacida Souad. A titre d'information également, l'idée de la Journée mondiale de la femme rurale émane de plusieurs ONG, qui l'ont formulée lors de la 4<sup>e</sup> Conférence internationale de l'ONU sur les femmes. Depuis 1997, la fondation WWSF l'organise le 15 octobre de chaque année. L'Assemblée générale des nations unies l'a déclaré journée internationale des femmes rurales (résolution de l'ONU). Selon les chiffres, les femmes rurales représentent plus du quart de la population mondiale ; 500 millions d'entre-elles vivent en dessous du seuil de pauvreté en milieu rural.

Les femmes effectuent 30% des travaux agricoles dans les pays industrialisés ; elles sont à la tête de 60% des ménages dans certaines régions d'Afrique ; les femmes se chargent de la totalité des opérations de transformation des aliments de base du ménage en Afrique. En revanche, les statistiques liées à la situation de la femme rurale en Algérie et à Skikda ne sont pas encore rendues publiques.

Zaïd Zoheïr

TLEMCCEN

Exposition d'archives de l'ère ottomane

La direction générale des archives nationales a organisé une exposition d'archives et de documents historiques relatifs à la régence du khalifat ottoman en Algérie. C'est une importante délégation qui a accompagné le directeur général des Archives nationales dans la capitale des Zianides pour inaugurer cette exposition. Il y avait le représentant de l'ambassade de Turquie en Algérie et l'adjoint au maire de la ville de Montpellier (France). Une demi-journée a été consacrée à cette exposition au niveau de l'enceinte de la maison de la culture Abdelkader-Alloula.

La coordination de soutien au programme présidentiel «délocalisée»

Installée depuis sa création au niveau du siège de l'ex-APC au centre-ville de Tlemcen, la délégation de soutien au programme du président de la République a été sommée de quitter les lieux à l'instar des autres administrations (annexe de l'état civil). Cet édifice administratif, datant de l'ère coloniale, abritait le siège de la mairie depuis les années 40 jusqu'au début des années 1980. Un nouveau siège a été construit à El-Kiffane. Cette demande de libérer les locaux a été bien sûr mal accueillie et une délégation de la coordination nationale d'Alger se trouve à Tlemcen pour essayer de trouver une solution. Elle devait être reçue par le wali. Il semble que le nouveau siège attribué à la coordination (dans l'enceinte de l'ex-synagogue) n'a pas été du goût de certains qui parlent déjà... de règlement de comptes.

R'hiba, chasse gardée des clandestins

Depuis des années, les clandestins assiègent la placette de R'hiba malgré l'interdiction de stationnement. Les clandos travaillent à leur guise au su et au vu de tout le monde. Le premier à faire les frais de cette «occupation» est notre bureau régional situé au rez-de-chaussée de l'immeuble. Mais enfin jusqu'à quand va durer cette situation ? Nos réclamations sont restées lettre morte, et ce, depuis 1994.

M. Z.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une bande de malfaiteurs arrêtée à Sfisef

La police de Sfisef est parvenue dernièrement à neutraliser une bande de quatre malfaiteurs qui sévissait dans la localité et cambriolait les locaux de commerce. C'est suite à une plainte déposée par un commerçant dont le magasin a été dévalisé que les services de sécurité ont ouvert une enquête. Les empreintes relevées sur les lieux du vol ont permis de confondre un récidiviste, âgé de 26 ans qui, à son tour, a donné les noms de ses complices. Les malfaiteurs ont été arrêtés et écroués. La marchandise et une somme de 10 000 DA volés dans le magasin ont été restituées à la victime.

Un différend entre deux fellahs se termine dans le sang

Un différend entre deux fellahs s'est terminé dans le sang dans la localité de Boukharefia lorsque l'un des antagonistes a tiré sur son adversaire avec un fusil lui occasionnant des blessures très graves.

En effet, après un premier affrontement pour des causes non déterminées entre les deux parties où l'on a usé que de bâtons, les deux belligérants se sont retrouvés de nouveau et d'après les informations recueillies, l'un d'eux a intercepté l'autre à bord de son véhicule de marque Toyota et lui a brisé le pare-brise. Suite à cela, ce dernier est descendu de sa voiture pour lui tirer dessus avec un fusil de chasse. La victime, gravement atteinte, a été acheminée vers l'hôpital de Benbadis.

A. M.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Où vont les 60 millions d'euros des retraités de France ?

Chaque mois l'agence de la Banque centrale de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj met, en général, à la disposition des autres banques (BDL, Badr, BEA, BNA) 5 millions d'euros en moyenne, soit soixante millions d'euros par an, afin de payer plus de 28 000 retraités du régime français, et leurs ayants droit.

Ces derniers les échangent contre des dinars auprès des cambistes au taux de 100 euros pour 12 500 DA. Il y a des cambistes qui brassent, ainsi, 10 000 euros par jour, mais d'autres, par contre, sont au centre d'une véritable organisation, couvrant tout le pays, qui brasse des centaines de milliers d'euros/j.

Selon un cadre d'une des banques de Bordj-Bou-Arréridj, il existe une véritable criminalité financière ; des personnes de l'ombre contrôlent le circuit de la devise avec un seul but : la dissimulation délictueuse. Le fait d'acheter des millions d'euros – le fort taux de change prouve qu'il

existe des milliards de dinars hors des banques –, prouve que certains veulent à n'importe quel prix blanchir un argent d'origine douteuse, sinon comment expliquer que cette masse monétaire n'est pas entreposée dans les coffres des banques algériennes.

Le plus grave est que les cambistes agissent en toute impunité. Certains d'entre eux affirment que des sommes colossales s'échangent à M'Sila, Magra, Sétif, Bordj-Bou-Arréridj et à El-Eulma (Souk Dubaï).

Ceux qui détiennent des dinars apportent leur argent dans un camion container ou dans une camionnette, alors que ceux qui détiennent des devises viennent en petite voiture avec une valise pleine d'euros.

Un autre cadre de la banque soutient fermement que le change du dinar en euro entre dans un processus de blanchiment d'argent. Il ajoute que les fonds à blanchir

sont souvent issus des agissements les plus condamnables, car ils sont liés aux activités de la criminalité organisée.

Un inspecteur général des finances dit que tous ceux qui participent à cette activité délictueuse sont des criminels au même titre que les trafiquants de drogue et les terroristes.

Il ajoute qu'il y a lieu de savoir si les conditions d'une lutte efficace contre la corruption, les détournements d'argent, la fuite des capitaux et le blanchiment d'argent sont réunies.

Pour permettre aux services de sécurité de lutter efficacement contre la criminalité financière, il faut doter ces institutions de gros moyens matériels et humains. Il souligne que la lutte repose aussi sur l'idée que le financement du terrorisme fait appel à des procédés identiques ou très proches de ceux utilisés pour le recyclage des capitaux d'origine douteuse.

Layachi Salah-Eddine